



Observatoire de la biodiversité végétale en ville

Pacte pour le Jardin 2019





Préambule

L'association « Pacte pour le Jardin », Val'hor, le GNIS, CDC Biodiversité, Ecocert et Villes de France, ont le plaisir de présenter une actualisation de cet Observatoire, lancé en 2015. Les résultats de l'enquête 2019 mettent en évidence l'évolution en cours dans la manière dont les villes travaillent à préserver la biodiversité végétale.

Exclusivement consacrée à la biodiversité végétale en milieu urbain, cette seconde enquête poursuit les objectifs suivants :

- collecter auprès des villes de France de plus de 10 000 habitants et des EPCI des données qualitatives sur les pratiques de préservation et de développement de la biodiversité végétale en milieu urbain ;
- collecter des données quantitatives élémentaires sur les surfaces urbaines végétalisées (publiques et privées) ;
- effectuer un second retour d'expérience sur ce sujet particulièrement important pour les populations et les collectivités territoriales.

Ces résultats confirment l'évolution engagée vers une gestion des espaces verts urbains de plus en plus tournée vers la préservation et le développement de la biodiversité végétale en ville.

Les résultats de cette enquête de l'Observatoire de la biodiversité végétale en ville ont été apportés grâce à 122 collectivités de taille et de situation très diverses.

Observatoire de la biodiversité végétale en ville

2019

Pacte pour le Jardin

Thématiques abordées

■ Les collectivités ayant participé à l'enquête	04
■ Typologie des espaces végétalisés	06
■ Gestion des espaces végétalisés	08
■ Urbanisme et aménagements	12
■ Connaissance de la biodiversité des espaces végétalisés communaux	17
■ Mise en valeur	18
■ Conclusions	22



Participants

112 communes :

Aix-en-Provence

Albi

Andrézy

Angoulême

Annecy

Annemasse

Auchel

Auxerre

Balma

Beauvais

Bergerac

Béziers

Biarritz

Blois

Bry-sur-Marne

Buxerolles

Cachan

Calais

Carquefou

Carrières-sur-Seine

Caudry

Cenon

Cestas

Chalon-sur-Saône

Chantepie

Choisy-le-Roi

Cognac

Colmar

Cosne-Cours-sur-Loire

Coukerque-Branche

Cugnaux

Dijon

Douai

Ecully

Epinal

Evreux

Evry

Fécamp

Fos-sur-Mer

Garges-lès-Gonesse

Grand-Quevilly

Istres

La Roche-sur-Yon

La Garde

Laval

Le Pecq

Le Tampon

Les Herbiers

Les Lilas

Les Ponts-de-Cé

Livry-Gargan

Longjumeau

Longwy

Lorient

Lunéville

Lyon (ville)

Mazamet

Metz

Mèze

Millau

Montargis

Montigny-lès-Cormeilles

Montmorency

Montreuil

Nancy

Nanterre

Nantes

Nemours

Neuville-en-Ferrain

Nice

Niort

Noisiel

Noisy-le-Grand

Olonne-sur-Mer

Paris

Pont-Saint-Esprit

Pontault-Combault

Pré-Saint-Gervais

Quimper

Roanne

Royan

Rodez

Rumilly

Saint Jean-de-Braye

Saint Orens-de-Gameville

Saint Paul-Trois-Châteaux

Sainte-Savine

Saint-Genis-Laval

Saint-Gilles

Saint-Quentin

Savigny-le-Temple

Sedan

Sens

Six-Fours-Les-Plages

Sotteville-lès-Rouen

Sucy-en-Brie

Suresnes

Tarare

Tourcoing

Tulle

Vaires-sur-Marne

Valenciennes

Valentigney

Versailles

Vichy

Villenave-d'Ornon

Villeneuve-La-Garenne

Villeneuve-Loubet

Villers-lès-Nancy

Viroflay

Vitry-sur-Seine

Wattrelos



© Bruno LAM - Juste une image

10 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) :

Agglomération Montargoise-AME

Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences

Communauté de communes Aunis Atlantique

Communauté de communes Les Sorgues du Comtat

Communauté d'agglomération du Libournais

Grand Poitiers Communauté urbaine

Lannion-Trégor Communauté

Brest Métropole

Chartres métropole

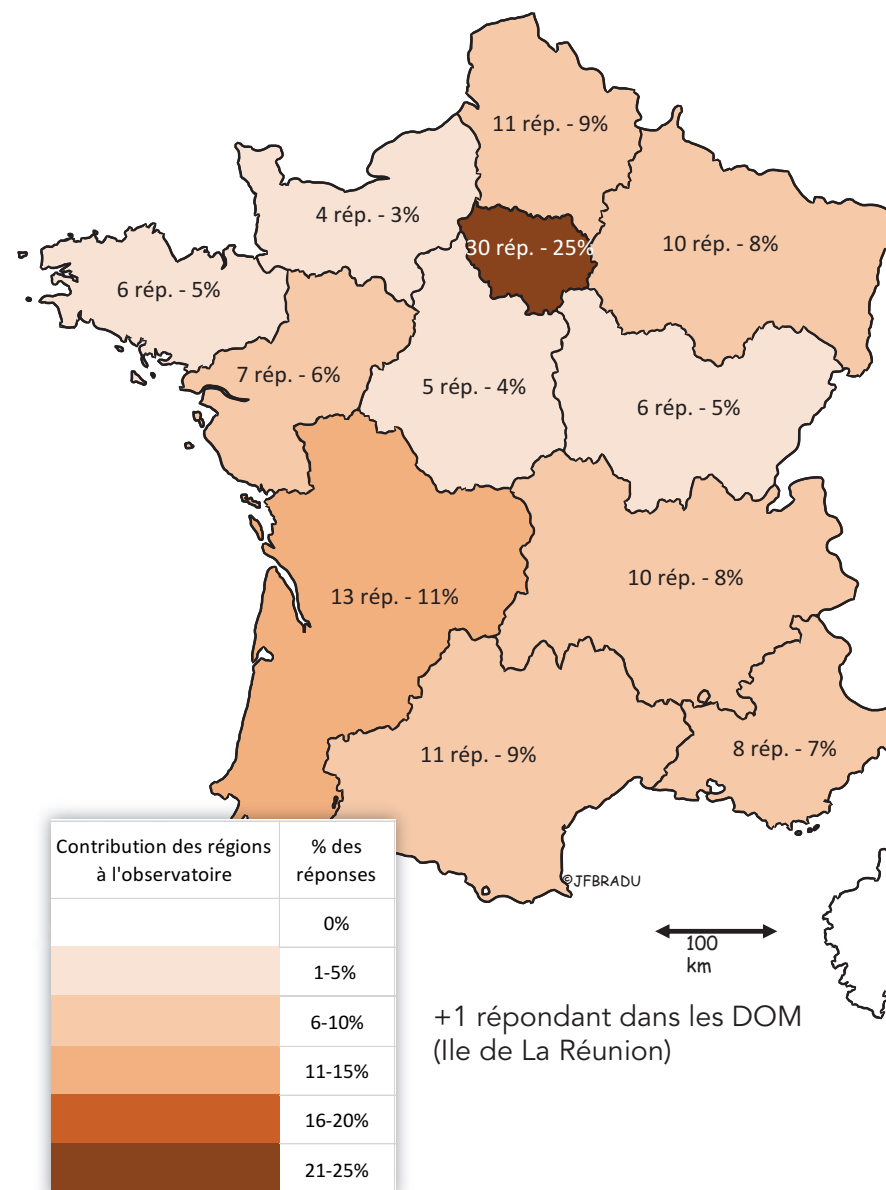
Plaine Commune 9 villes (EPT)

Participants



© Bruno LAMY - Juste une image

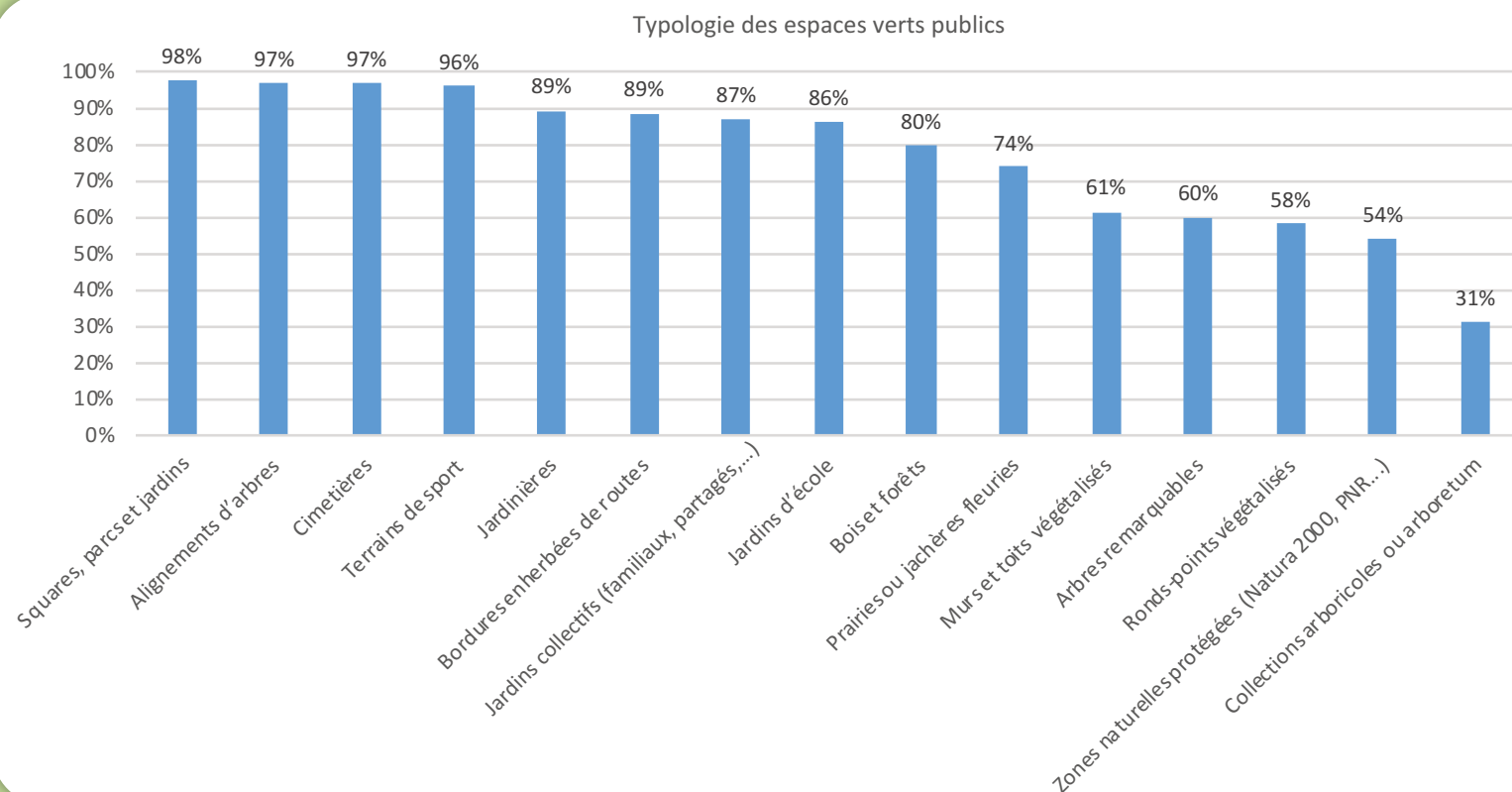
		2018
Nombre de répondants		122
EPCI	> 100 000 habs	4
	50 – 100 000	4
	20 – 50 000	1
Communes	> 100 000 habs	11
	50 – 100 000	21
	20 – 50 000	37
	10 – 20 000	43
	< 10 000	1
Population totale concernée		7 997 621



Typologie des espaces végétalisés

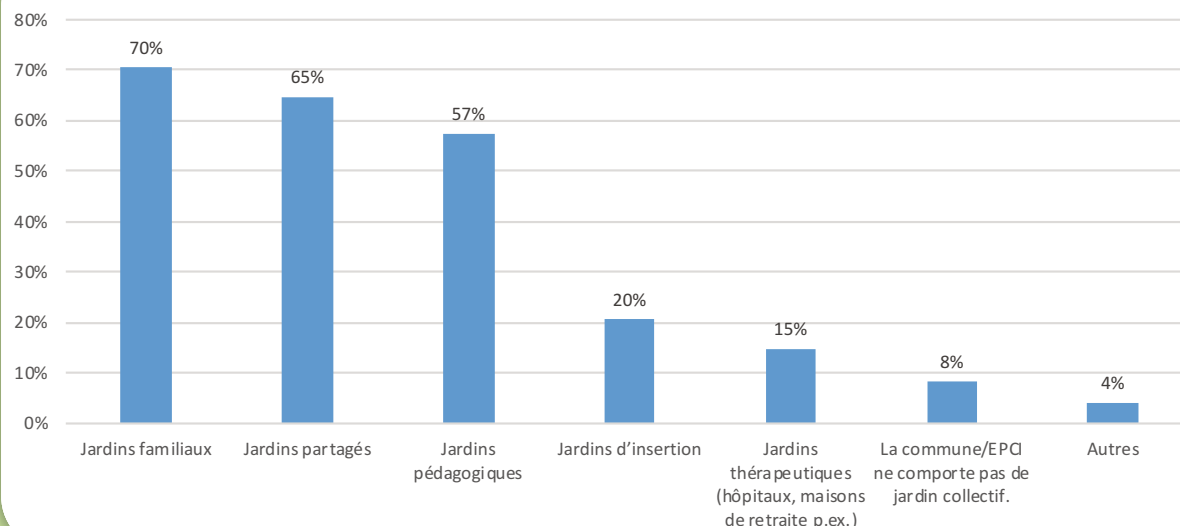
En moyenne, les espaces verts publics représentent 15.1% de la surface des communes (67 répondants).

© Bruno LAMY - Juste une image

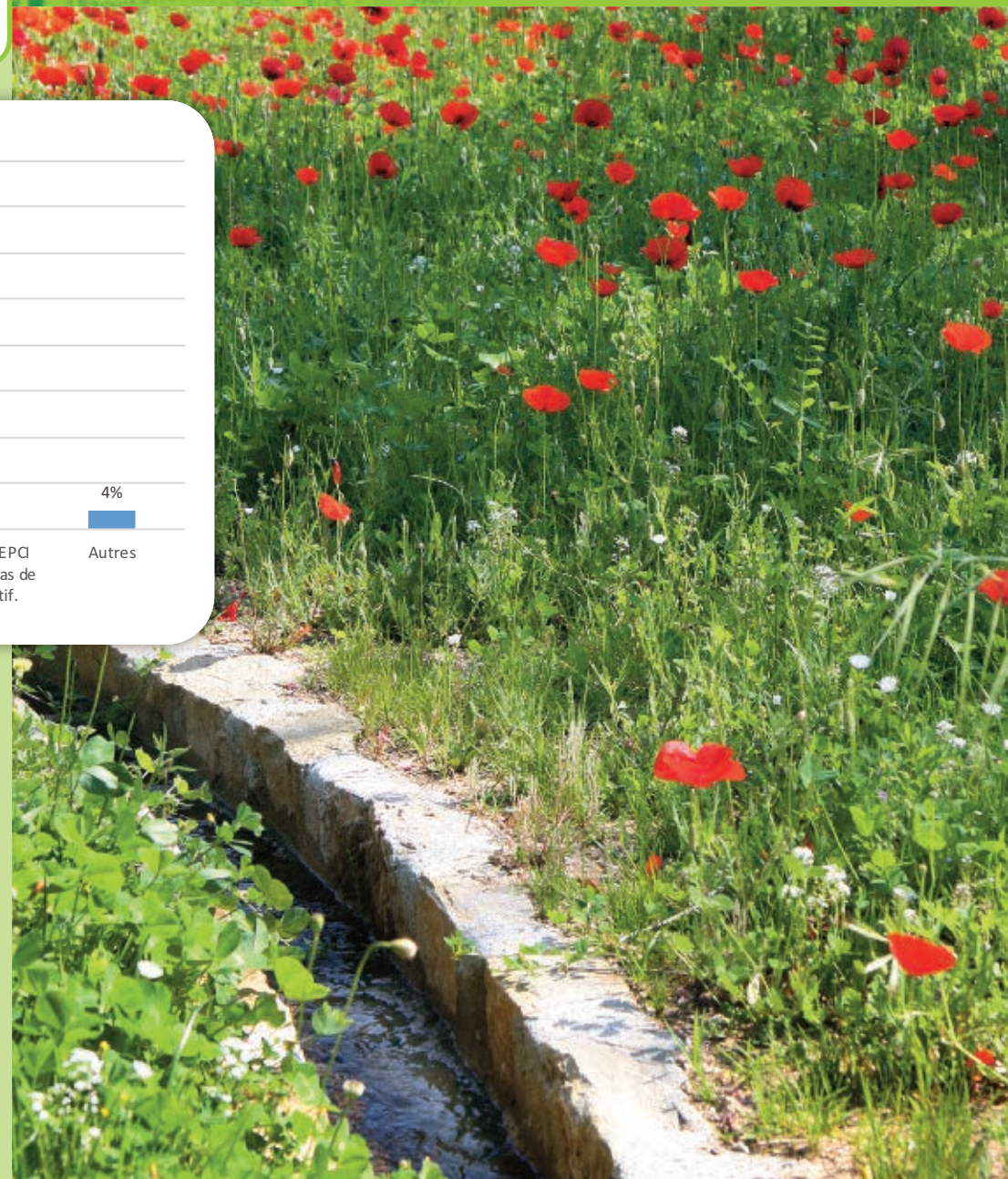


Typologie des espaces végétalisés

Typologie des jardins collectifs



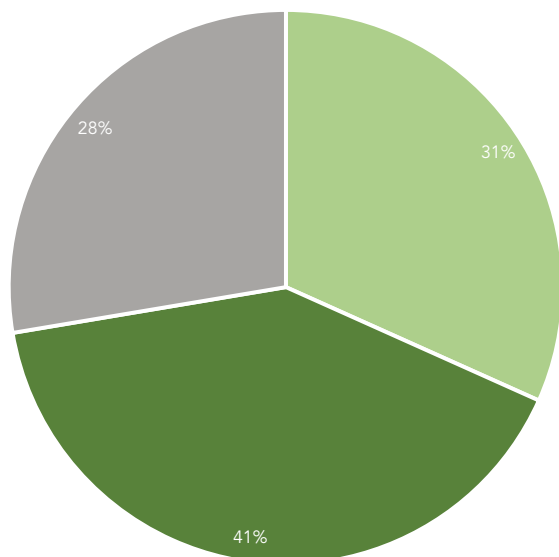
- 33.6% (41 répondants) sont en mesure d'estimer la surface occupée par les jardins **collectifs** sur le territoire de leur commune/EPCI :
- la surface occupée par les jardins collectifs sur le territoire de leur commune/EPCI représente 0.95%
- 56.6% (69 répondants) donnent une estimation du nombre de parcelles de jardins collectifs. D'après 40 répondants renseignant à la fois ce nombre de parcelles, le nombre d'habitants total de la commune et le nombre d'utilisateurs effectifs des parcelles, on obtient :
 - Qu'il y a une parcelle pour 527 habitants mais,
 - Qu'une parcelle est effectivement utilisée par 4 personnes
- 36% (44 répondants) donnent une estimation de leur nombre d'utilisateurs :
- 0.78% habitants en sont des utilisateurs (par rapport au nombre d'habitants total)
- 4.1% des participants (5 répondants) sont en mesure de décompter les jardins de particuliers et 4.9% (6 répondants) donnent une estimation de la surface qu'ils représentent.



Gestion des espaces végétalisés

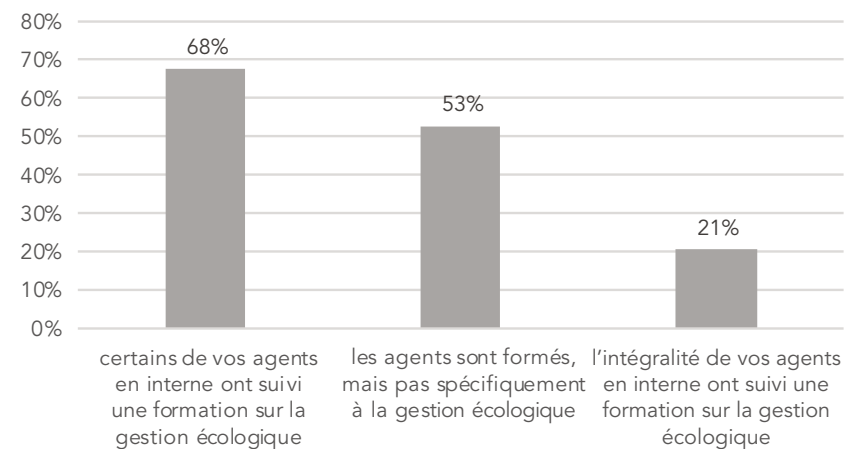


Gestion et entretien des espaces végétalisés

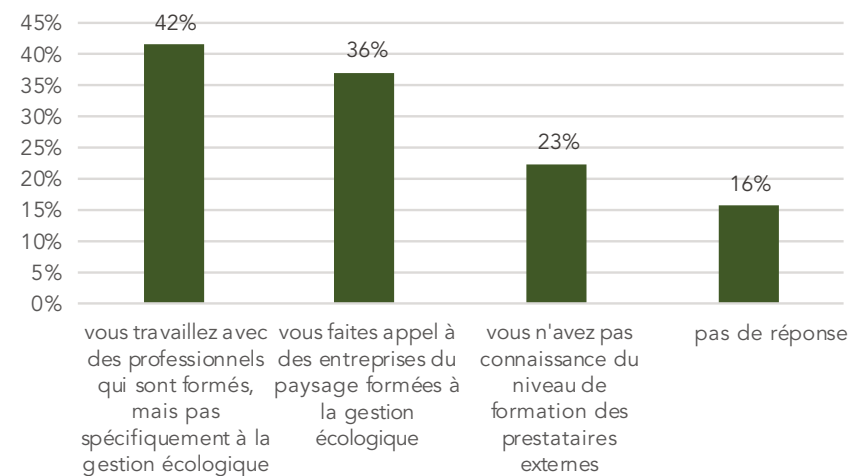


■ Sous-traitée régulièrement ■ Sous-traitée ponctuellement ■ Internalisée

Qualification des personnels



Connaissance de la qualification des prestataires

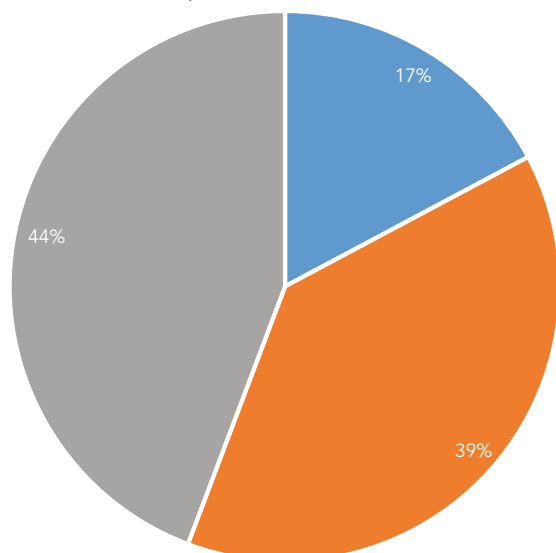


Gestion des espaces végétalisés



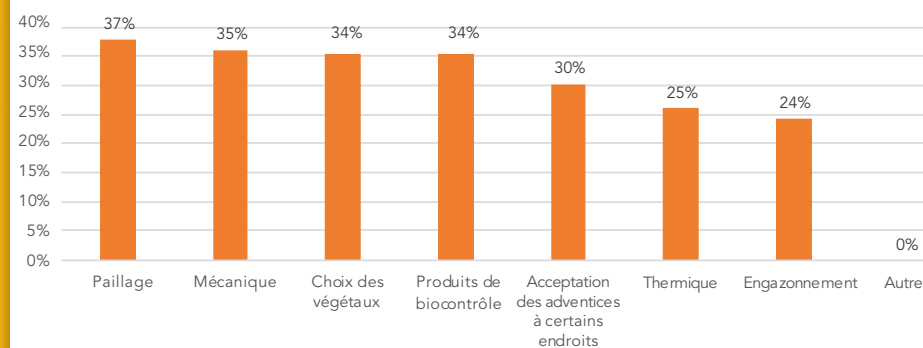
© Bruno LAMY - Joste une image

Impact de la loi Labbé

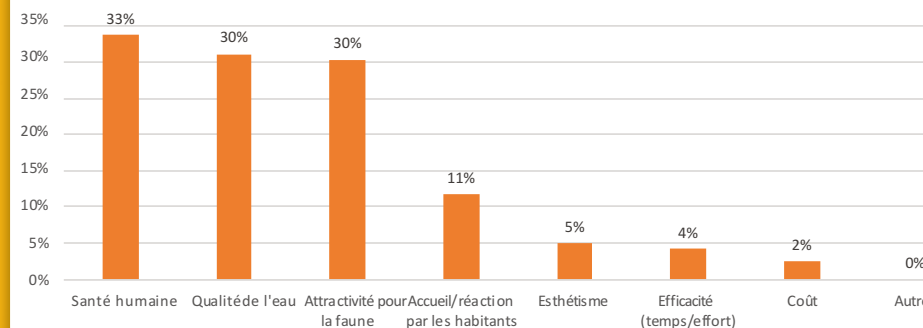


- Oui, complètement, le changement a été radical.
- Oui, un peu, bien que nous ayons déjà initié une politique de réduction des produits et un changement du type de produits avant 2017.
- Non, nos méthodes étaient déjà conformes aux dispositions prévues par la loi avant 2017.

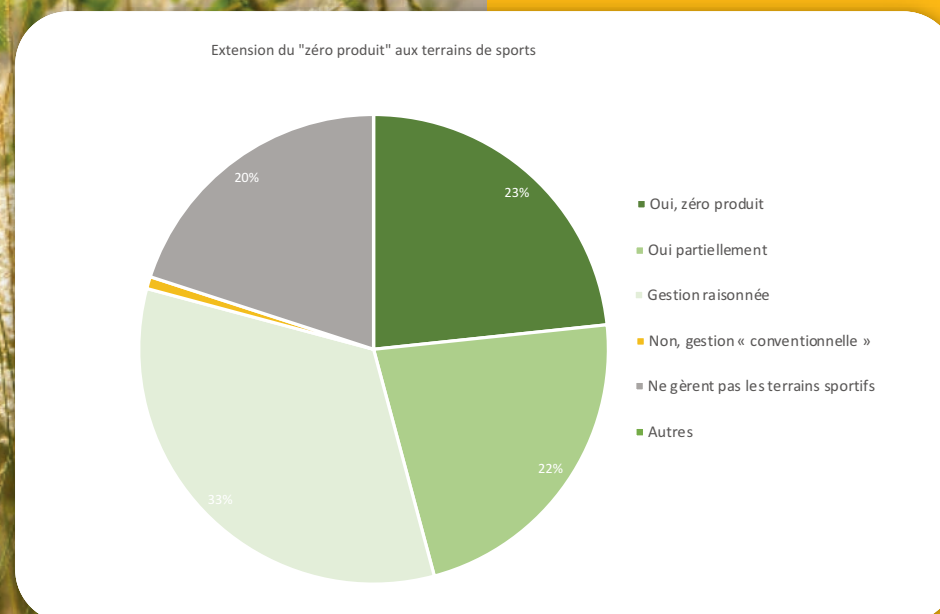
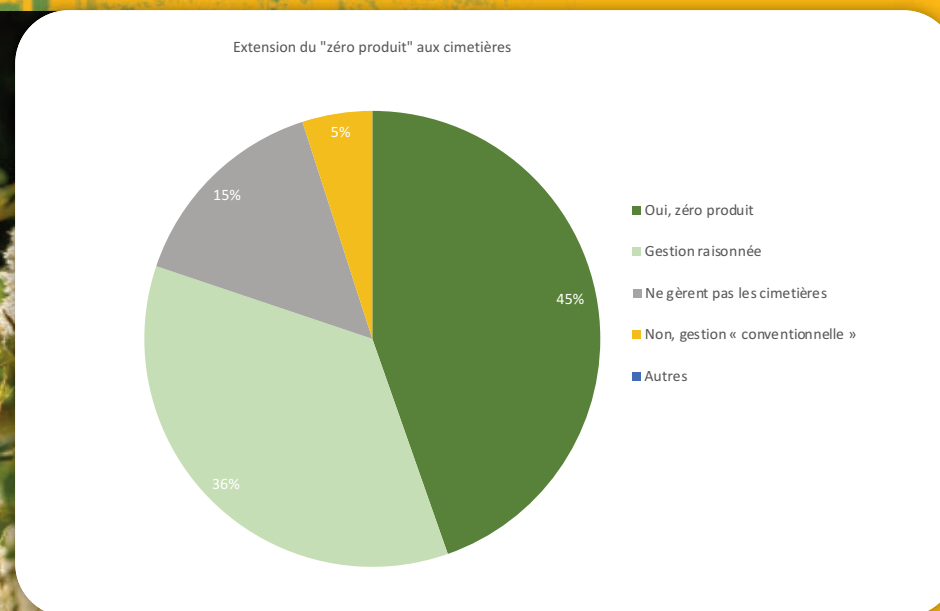
Méthodes alternatives de désherbage



Intérêts des méthodes alternatives de désherbage

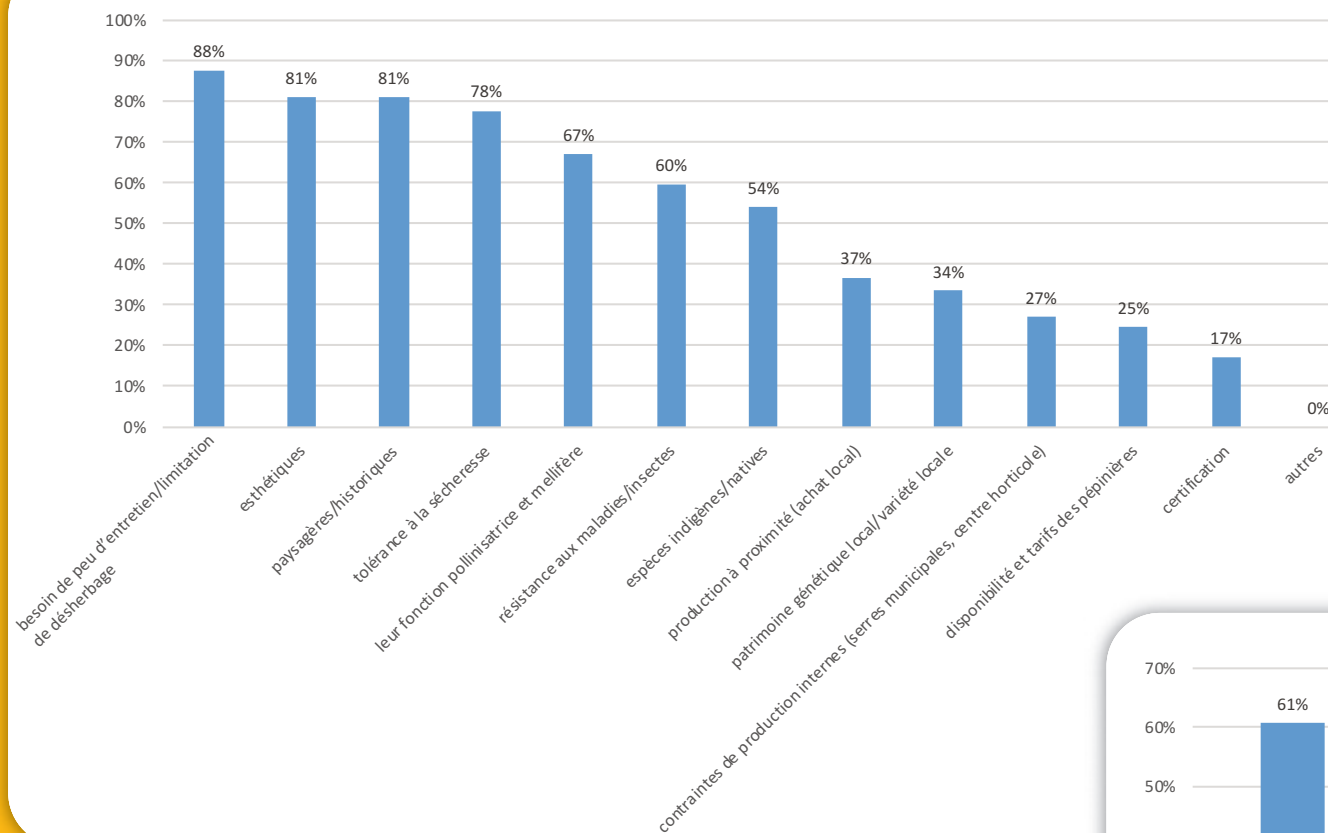


Gestion des espaces végétalisés



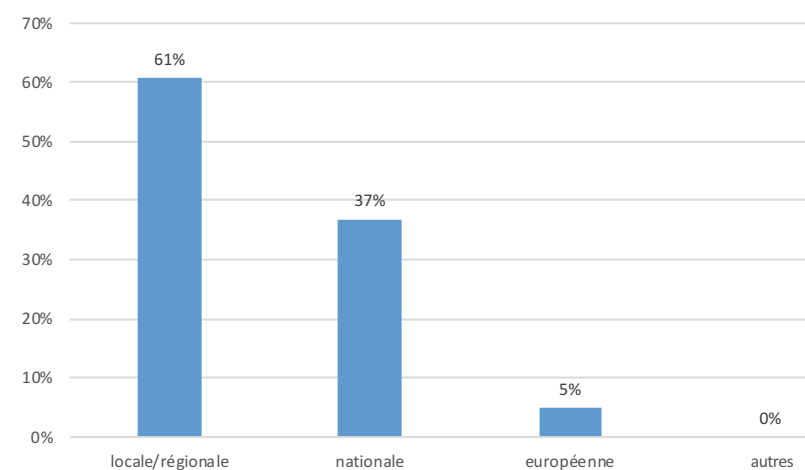
Gestion des espaces végétalisés

Critères de choix des espèces végétales



3.31% du budget de fonctionnement sont consacrés aux espaces végétalisés publics (30 répondants).

Origine d'approvisionnement des végétaux



Urbanisme et aménagements

62% des communes/EPCI ont défini une politique en matière de biodiversité végétale.

Il s'agit de :

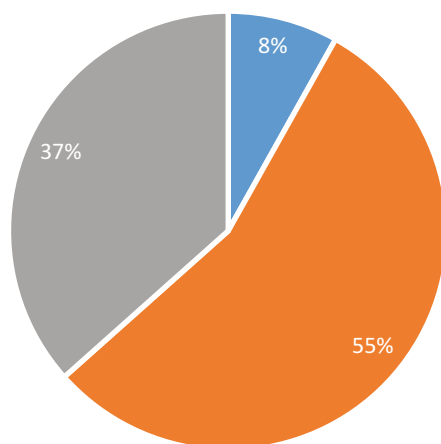
- délibération adoptée en conseil municipal,
- charte,
- liste d'engagements,
- Agenda 21, convention,
- plan d'amélioration, plan d'action, plan de gestion,
- OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation).

37% ont rendu cette politique accessible en ligne.



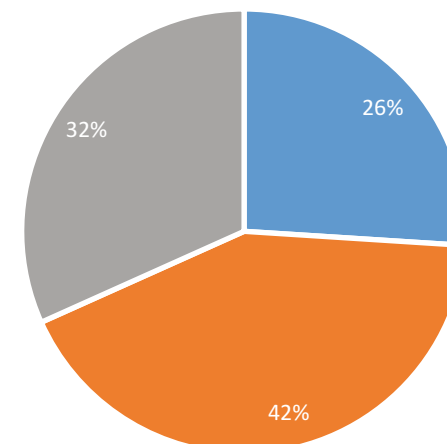
© Bruno LAMY - Juse une image

Dispositif de type « coefficient de biotope par surface »



■ Oui ■ Non ■ Réponse non connue

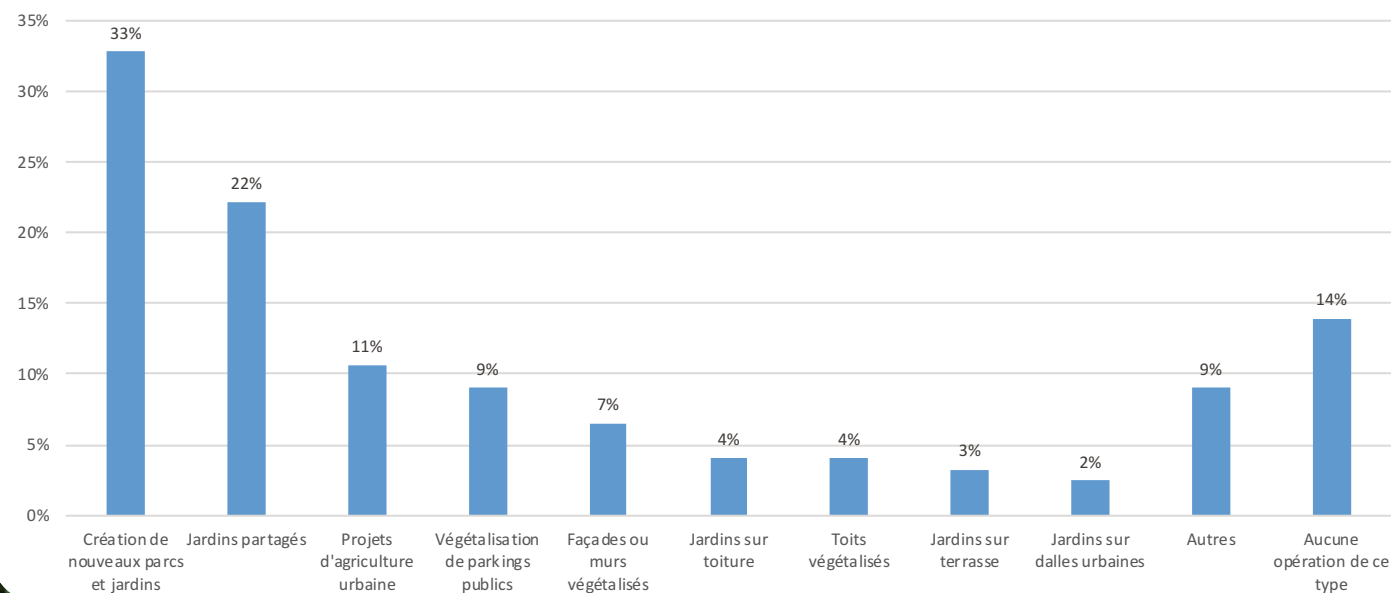
Un zonage spécifique est-il affecté au jardin ?



Urbanisme et aménagements



Nouvelles opérations en matière de végétalisation



Autres :

Aménagements paysagers/réhabilitation/requalification/végétalisation des voiries (4 réponses)

Engazonnement des zones laissées en calcaire (1 réponse)

Réaménagements d'espaces : giratoires, squares, ... (1 réponse)

Extension de jardins, développement de coulées vertes et voies vertes (1 réponse)

Création de jardins de fissures, végétalisation des murs (1 réponse) et pieds de mur (1 réponse)

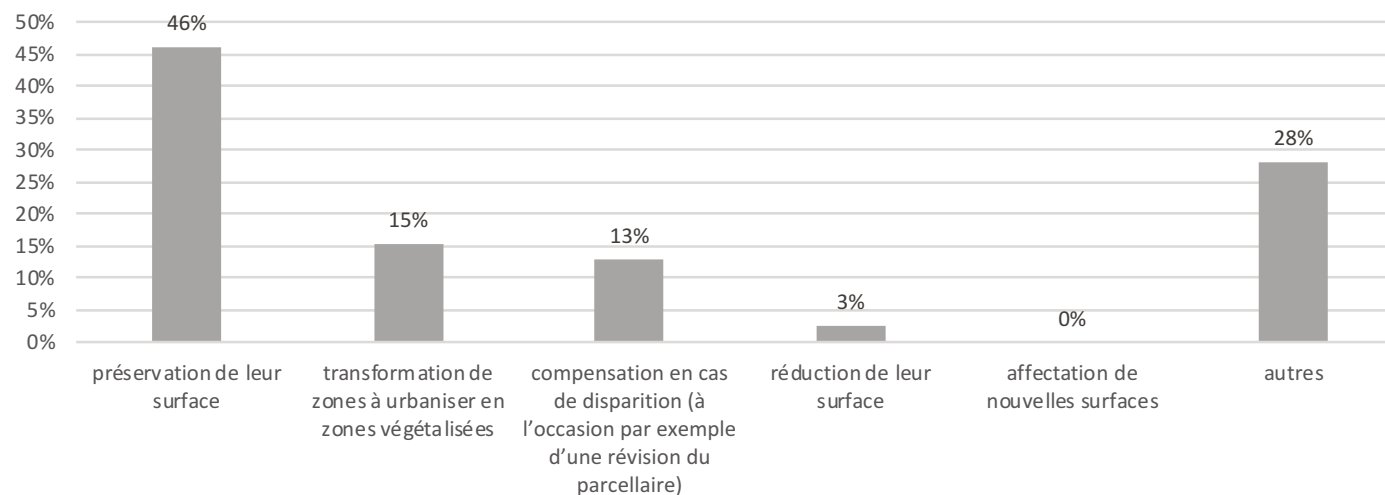
Végétalisation des cimetières (1 réponse)

Urbanisme et aménagements



32% déclarent avoir une politique à l'égard des jardins de particuliers (taux de réponse : 100%). Les politiques ainsi citées sont :

Politique à l'égard des jardins de particuliers

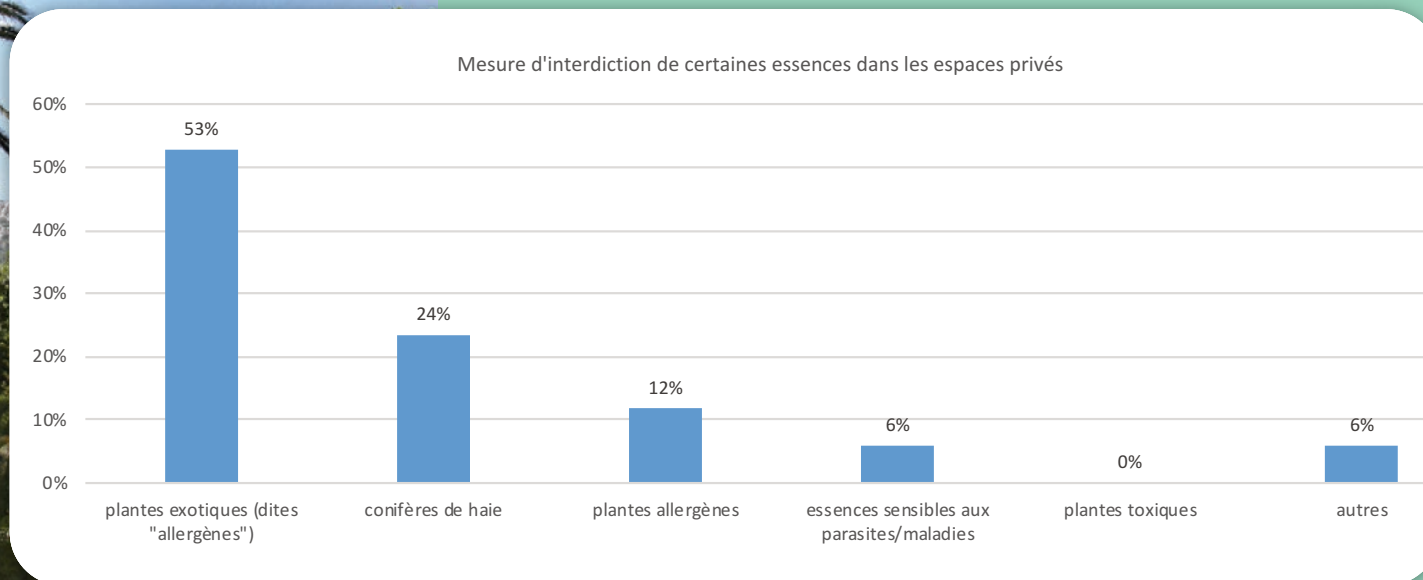


Autres :

*Classement (1 réponse) et protection des arbres remarquables (1 réponse)
Renforcement (1 réponse) / Amélioration de la biodiversité par charte paysagère (1 réponse)
Encouragement des bonnes pratiques de fleurissement via concours des balcons (1 réponse) ou maisons fleuries (1 réponse)
Charte « un arbre dans mon jardin » : plantation d'un arbre en échange de son entretien (1 réponse) Conseils (1 réponse) / Recommandations des essences à planter (2 réponses)
Mise en relation pour échange de jardins (1 réponse)
Permis de végétaliser (1 réponse)*

Urbanisme et aménagements

14% déclarent prendre des mesures pour interdire certaines essences dans les espaces privés (taux de réponses : 100%). Pour les 17 répondants prenant ces mesures :



Autres : « préconisations des services techniques de la ville » (1 rép.)

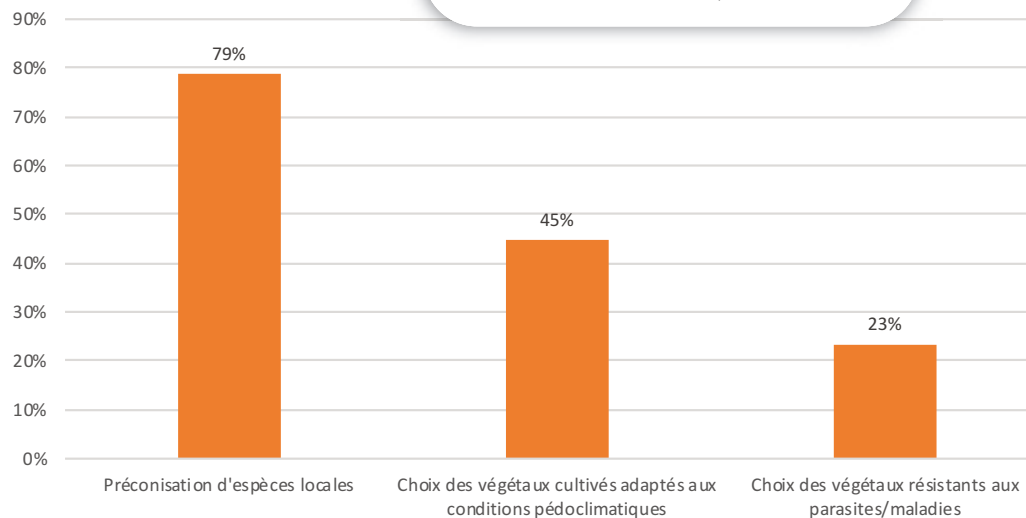
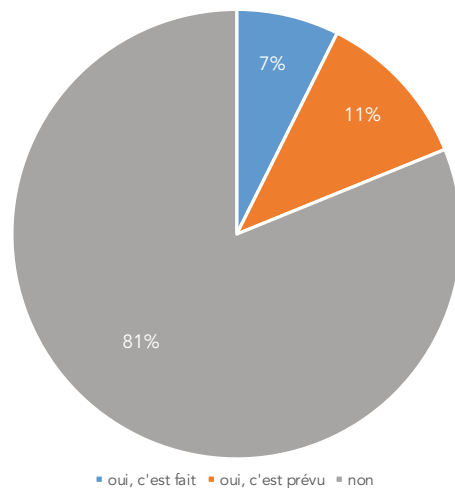
Parmi les répondants, 5 renvoient à leur PLU pour savoir quels végétaux sont ciblés.

Les végétaux cités sont : les conifères (thuya - 2 réponses, les pins - 1 réponse) ; les espèces arborescentes indésirables (buis - 1 réponse, les frênes - 1 réponse, l'érable negundo - 1 réponse, le sumac vinaigrier - 1 réponse, le peuplier - 1 réponse, le robinier - 1 réponse, la phytolaque - 1 réponse), la renouée (2 réponses), l'ambroisie (2 réponses), les chardons (1 réponse), la jussie (1 réponse), et les plantes sensibles au xylella (1 réponse) ou aux chenilles processionnaires (1 réponse).

Urbanisme et aménagements

39% prennent des dispositions pour orienter les choix de gamme végétale chez les particuliers (taux de réponse : 100%).

Formation envisagée pour les particuliers suite à la loi Labbé

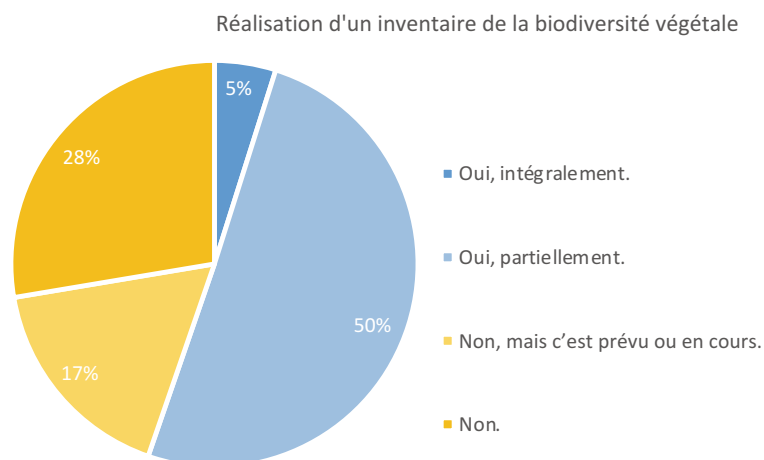


© Bruno LAMY - Juste une image



Connaissance de la biodiversité des espaces végétalisés communaux

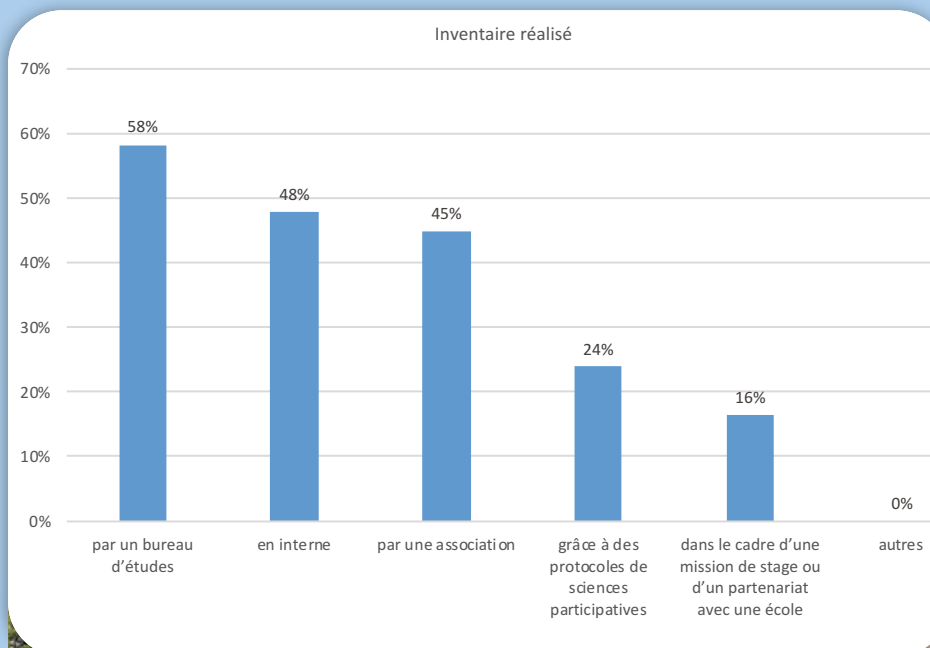
Plus de la moitié des participants déclarent avoir réalisé un inventaire de la biodiversité végétale (taux de réponse 100%) :



43% déclarent avoir rendu l'inventaire disponible en ligne et/ou dans les services de la commune/ECPI ; 8% sont en cours de finalisation de la mise à disposition.

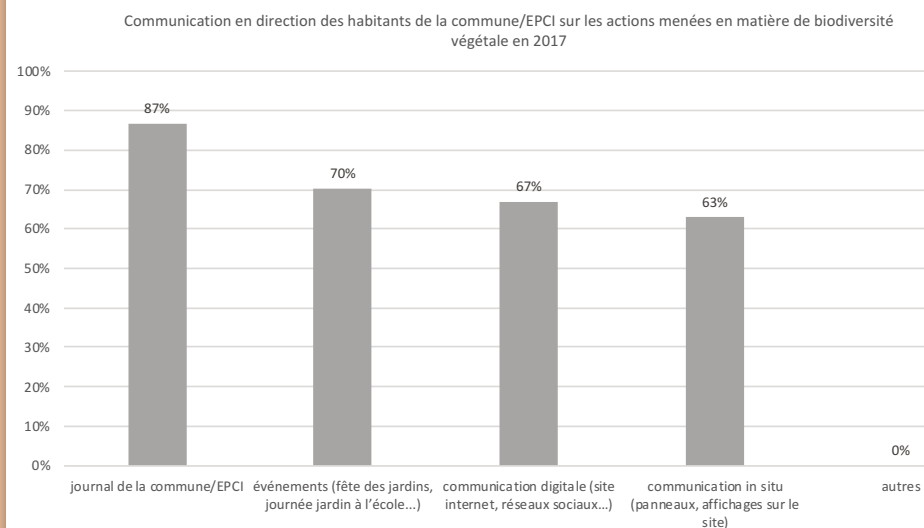
En moyenne, 26.8% de la surface moyenne totale a fait l'objet d'un inventaire (33 répondants).

Pour les 67 répondants concernés, cet inventaire a été réalisé :

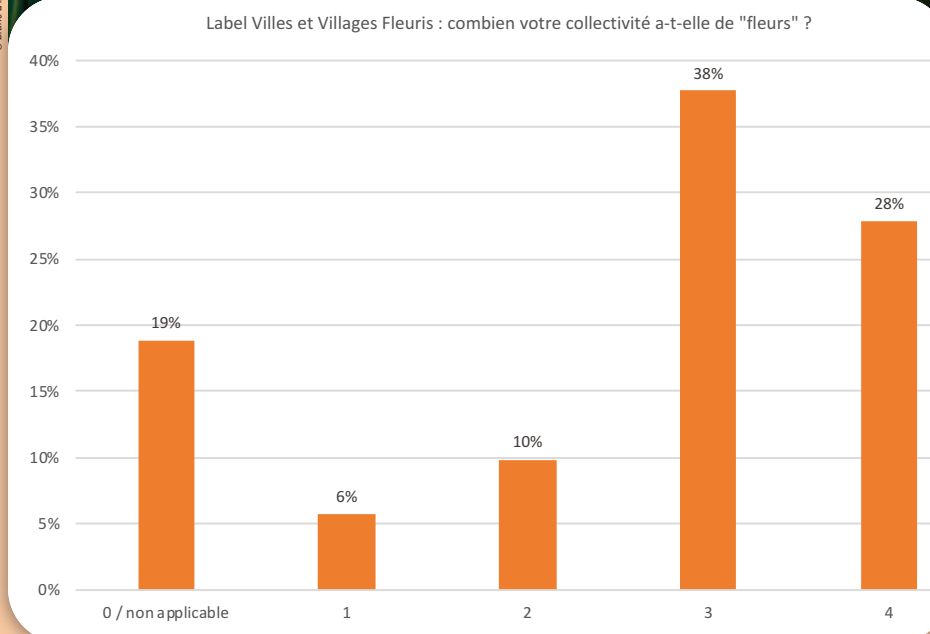


Mise en valeur

80% déclarent avoir communiqué sur les actions entreprises en matière de biodiversité végétale en 2017.



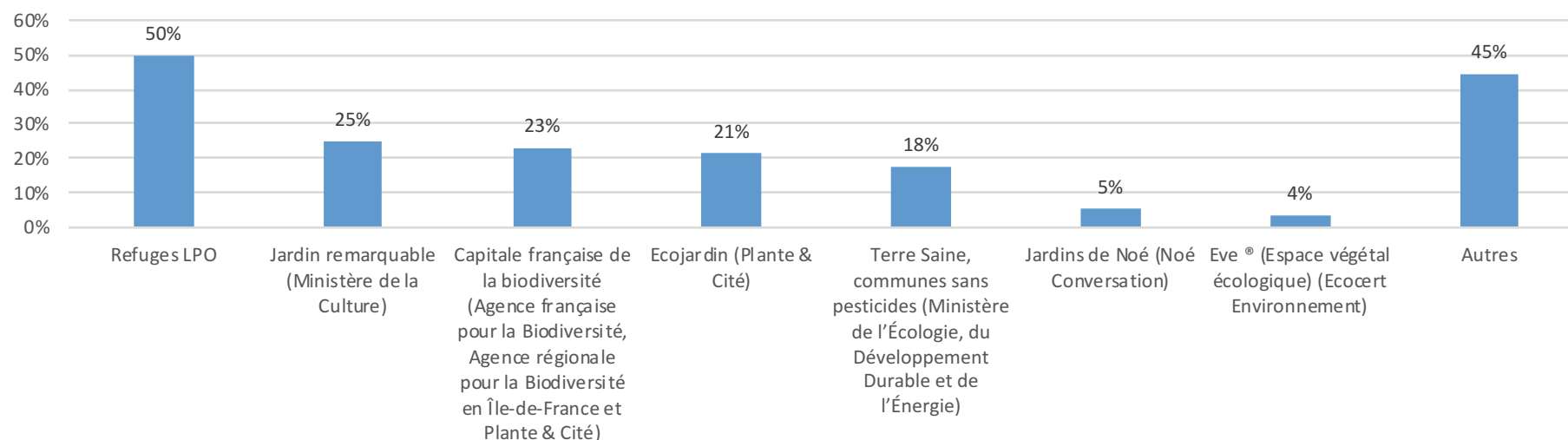
© Bruno LAMY - Juste une image



Mise en valeur

46% déclarent des espaces labellisés (taux de réponse : 100%). Les labels cités sont :

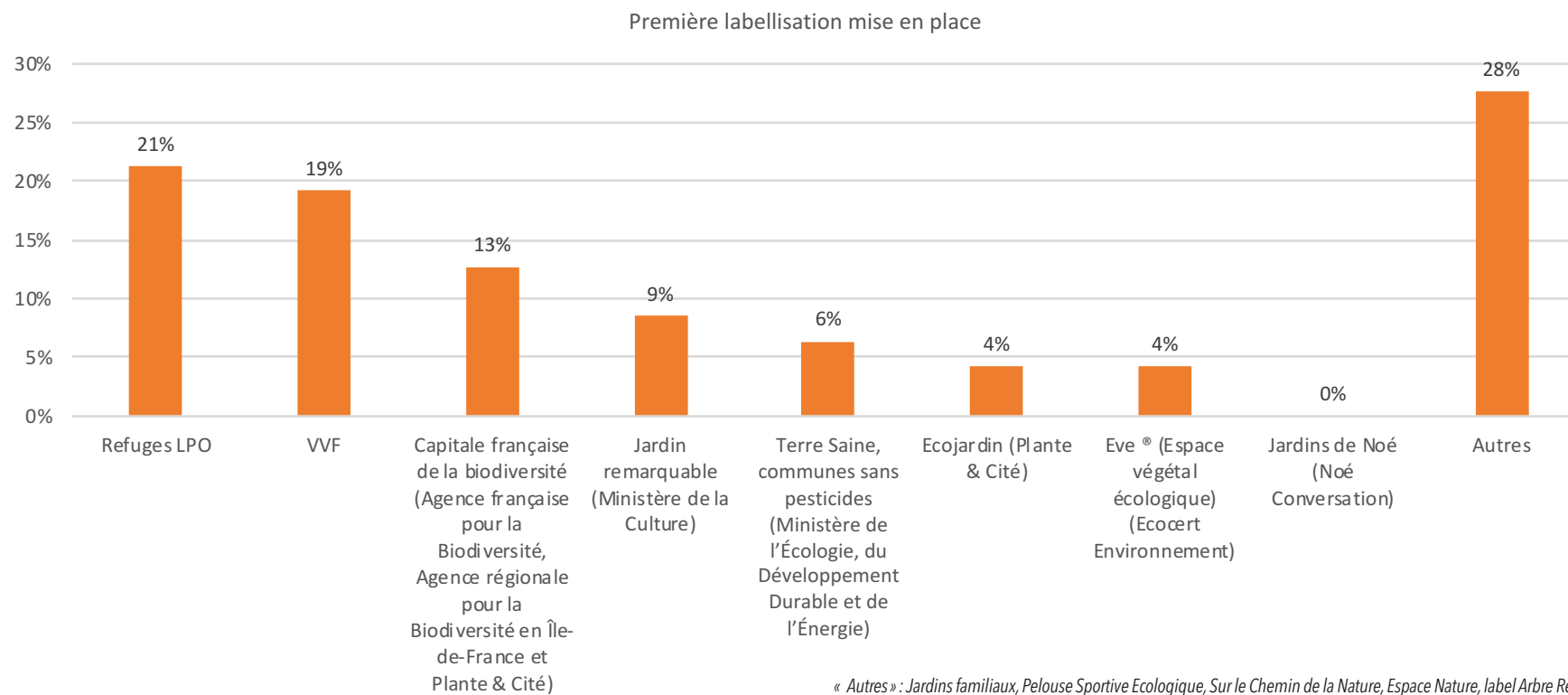
Labels



Dans la catégorie « Autres » sont répertoriées des réponses faisant référence à :
des labels : Apicité, Sur le Chemin de la Nature, Jardins Botaniques de France et des pays francophones, label CCVS, Fleur Verte, Pelouse Sportive Ecologique, label PNR (marais poitevin), Eco-propre, Direction des Espaces Verts certifiée ISO 14001
des programmes/démarches : Vert Demain, Commune Nature, Natura 2000, Parcs et Jardins de France, ZNIEFF, Espace Naturel Sensible, Jardin classé Monument Historique, Charte « Commune et Espace nature »
des prix/concours : prix régional et national des jardins familiaux collectifs, WFRS Gardens of Excellence, LivCom Awards, prix national de l'Arbre, prix Espaces publics et Paysages, VVF (3 réponses).

Mise en valeur

39.3% (48 rép.) indiquent leurs premières labellisations. Ces labellisations ont porté sur :



« Autres » : Jardins familiaux, Pelouse Sportive Ecologique, Sur le Chemin de la Nature, Espace Nature, label Arbre Remarquable, Rubans du Développement Durable, Monument Historique, Vert Demain, Apicité (2 rép.), Ville Nature, Jardin botanique de France et des pays francophones, label Agenda 21.



Conclusions



© Bruno LAMY - Juste une image

Axe 1 : Loi Labbé - quels impacts ?

Une évolution anticipée :

Parmi les répondants, 44% n'ont pas vu leur mode de gestion impacté par l'application de la loi Labbé car des mesures similaires avaient déjà été mises en place.

La loi Labbé est également étendue aux cimetières chez 45% des répondants.

Les réalisations mises en œuvre par les collectivités :

Choix de méthodes alternatives de désherbage et de lutte contre les parasites qui présentent principalement un intérêt pour la santé humaine et pour l'environnement (qualité de l'eau, attractivité pour la faune).

Choix de végétaux nécessitant peu d'entretien et limitant le désherbage.

Les personnels et professionnels employés pour l'entretien des espaces verts sont en partie formés à la gestion écologique.

Axe 2 : Les limites des collectivités territoriales à propos de la biodiversité végétale

Malgré une formation des personnels et professionnels employés pour l'entretien des espaces verts en termes de gestion écologique, aucune formation n'est prévue pour les particuliers.

Connaissance des jardins privés/collectifs :

33.6% (41 répondants) sont en mesure d'estimer la surface occupée par les jardins collectifs sur le territoire de leur commune/EPCI.

4.1% des participants (5 répondants) sont en mesure de décompter les jardins de particuliers et 4.9% (6 répondants) donnent une estimation de la surface qu'ils représentent.

Accompagnement des jardins privés (cf. mission du Pacte) :

Politiques à l'égard des jardins privés : moins du tiers des répondants déclarent avoir une politique à l'égard des jardins de particuliers

Méthodes de jardinage : 80% ne prévoient pas d'accompagnement des particuliers



Contact publication :

Jean-Sébastien Sauvourel, Villes de France

js.sauvourel@villesdefrance.fr



Pacte pour le jardin

12, rue Félix Faure
75015 Paris

pacte-jardin.org



Ecocert Environnement

36, boulevard de la Bastille
75012 Paris

www.ecocert-environnement.com



Val'hor

44, Rue d'Alésia
75014 Paris

www.valhor.fr



Gnis

44, Rue du Louvre
75001 Paris

www.gnis.fr



CDC Biodiversité

102, Rue Réaumur
75002 PARIS

www.cdc-biodiversite.fr



Villes de France

94, rue de sèvres
75007 paris

www.villesdefrance.fr